



REGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHE PUBLIC / ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**FOURNITURE ET LIVRAISON DE BACS ROULANTS
DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET
ASSIMILES ET DE COLONNES D'APPORT
VOLONTAIRE, ET FOURNITURE DE PIECES
DETACHEES**

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 12 septembre 2025 à 12:00

**SMICTOM Centre Ouest
5 ter rue de Gaël
35290 Saint Méen-le-Grand**

**Tel : 02 99 09 57 26
Email : contact@smictomco.fr**

**Adresse Internet du profil d'acheteur (URL) :
<https://www.megalisbretagne.org/>**

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

Le présent accord-cadre s'exécutant au moyen de l'émission de bons de commande porte sur la fourniture et la livraison de bacs individuels et collectifs pour la collecte des ordures ménagères et la collecte sélective :

- bacs pour la collecte OM de capacité 80 litres, 120 litres, 180 litres, 240 litres, 340 litres, 660 litres
- bacs pour la collecte sélective de capacité 120 litres, 240 litres, 340 litres, 770 litres
- pièces détachées associées à ces bacs
- colonnes d'apport volontaire du verre et du papier

Lieu(x) d'exécution : SMICTOM Centre Ouest 5 ter rue de Gaël 35290 Saint Méen-le-Grand

Le marché est divisé en 2 lots comme suit :

- lot 1 : fourniture de bacs roulants et pièces détachées
- lot 2 : fourniture de colonnes d'apport volontaire et pièces détachées

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type de contrat

L'accord-cadre est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Décomposition de la consultation

Le marché est divisé en 2 lots comme suit :

- lot 1 : fourniture de bacs roulants et pièces détachées
- lot 2 : fourniture de colonnes d'apport volontaire et pièces détachées

Le candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

L'acheteur ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

1.5 - Etendue des prestations

La quantité totale des prestations pour la durée de l'accord-cadre est estimé(e) à :

Période initiale de 36 mois :

Lot 1 :

Montant minimum	Pas de montant minimum
Montant maximum	300 000 € HT

Lot 2 :

Montant minimum	Pas de montant minimum
Montant maximum	300 000 € HT

En cas de reconduction, sur chaque période de 6 mois :

Lot 1 :

Montant minimum	Pas de montant minimum
Montant maximum	85 000 € HT

Lot 2 :

Montant minimum	Pas de montant minimum
Montant maximum	50 000 € HT

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
34928480-6	Conteneurs et poubelles de déchets			

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir

adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces du dossier d'offre remis

Ces documents sont listés ci-après :

- 1 – l'Acte d'Engagement et son annexe à signer par le candidat
- 2 – le Cahier des Clauses Administratives Particulières à signer par le candidat
- 3 – le Cahier des Clauses Techniques Particulières à signer par le candidat
- 4 – le bordereau des prix unitaires (BPU) à compléter à signer par le candidat
- 5 – le détail quantitatif estimatif (DQE), document non contractuel servant uniquement au jugement des offres à signer par le candidat
- 6 – un mémoire technique, à établir par le candidat, apportant des précisions sur l'ensemble des éléments d'appréciation du critère valeur technique de l'offre du règlement de la consultation : description des garanties, description des modalités de prise en charge de la commande, description de la procédure d'intervention en cas de défaillance

5.2 – Echantillons

Il est précisé aux candidats que le dépôt de l'échantillon des bacs ainsi que de l'ensemble des pièces détachées est obligatoire. En cas d'absence d'échantillon, l'offre sera déclarée irrégulière.

Un exemplaire de chaque taille de bac à fournir dans le cadre du marché : 80 litres, 120 litres, 180 litres, 240 litres, 340 litres, 660 litres, 770 litres

Ces 7 bacs ainsi que de l'ensemble des pièces détachées devront être déposés au siège du Syndicat, 5 ter rue de Gaël 35290 Saint Méen-le-Grand, au plus tard le jour et l'heure de dépôt du dossier de marché.

La fourniture des échantillons est à la charge de l'entreprise. Les entreprises non retenues pourront, dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle elles auront été informées du rejet de leur proposition :

- soit venir retirer les échantillons non détériorés dans les locaux de l'administration ;
- soit demander leur renvoi à leurs frais.

Les échantillons non demandés dans ce délai deviendront propriété de la collectivité sans que l'entreprise puisse prétendre à une indemnité.

5.3 – Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de ce marché.

5.4 – Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public. Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalisbretagne.bzh>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée conformément aux articles R. 2132-7 et R. 2132-8 du code de la commande publique.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre inappropriée, irrégulière ou inacceptable sera éliminée.

Les offres seront examinées en fonction des critères pondérés suivants :

- Critère 1 : prix des fournitures (poids : 40 points)

Celui-ci sera jugé au vu du montant total hors TVA du détail quantitatif estimatif (DQE), document sans valeur contractuelle servant uniquement au jugement des offres. La notation de l'offre du candidat (i) selon le critère de prix sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$N(i) = (40 \times \text{MMD}) / M(i)$$

Dans laquelle :

N (i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (i);

M (i) est le montant de l'offre du candidat (i),

MMD est le montant de l'offre la moins disante.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

- Critère 2 : valeur technique de l'offre (poids : 40 points)

La valeur technique de l'offre sera appréciée au regard du mémoire technique et des échantillons remis par le candidat à partir des éléments d'appréciation suivants: les garanties, les modalités de prise en charge de la commande (interlocuteurs, délais de traitement des demandes, services après-vente) ,la procédure d'intervention en cas de défaillance mécanique, les facilités de manipulation du bac par le véhicule de collecte (levée, ouverture, fermeture), la praticité d'utilisation pour les usagers (couvercles, poignées), la conception du bac : robustesse (paroi, anse, couvercle), fixation du couvercle, fixation des roues et axes, collerette (notamment des bacs 750L), pièces détachées, assemblage , la facilité de maintenance.

- Critère 3 : clause environnementale (poids : 10 points) (cf article 10.3 du CCAP)

- Critère 4 : délai et modalités de livraison (poids : 10 points)

La valeur technique de l'offre sera appréciée au regard du mémoire technique et des échantillons remis par le candidat à partir des éléments.

La note globale (N) du candidat est égale à la somme des notes obtenues pour les critères « prix des fournitures » et « valeur technique de l'offre ».

L'offre ayant la note globale N la plus élevée sera considérée comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalisbretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes

3 Contour de la Motte

35044 RENNES CEDEX

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du Tribunal Administratif de Rennes

3 Contour de la Motte

35044 RENNES CEDEX

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr